

Compte rendu

Ouvrage recensé :

L'impact économique des programmes publics axés sur le marché du travail, par P.A. COOK, G.V. JUMK, C.D. HODGINS, et C.J. SZABO. Un volume, 130 p. — CONSEIL ÉCONOMIQUE DU CANADA, Ottawa, 1976.

par François Vaillancourt

L'Actualité économique, vol. 53, n° 1, 1977, p. 114-115.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/800716ar>

DOI: 10.7202/800716ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

LES LIVRES

L'impact économique des programmes publics axés sur le marché du travail, par P.A. COOK, G.V. JUMK, C.D. HODGINS, et C.J. SZABO. Un volume, 130 pages. — CONSEIL ECONOMIQUE DU CANADA, Ottawa, 1976.

Cette étude du Conseil Economique du Canada, entreprise dans le cadre de son programme de recherches sur le marché du travail, se divise en trois parties. La première, formée des chapitres un et deux, est une bonne description de la performance de l'économie canadienne et de la politique budgétaire du gouvernement fédéral au cours de la période 1969-1973. Il faut particulièrement souligner l'effort d'analyse des diverses mesures de politiques économiques que le ministre des Finances annonça au cours de cette période. De même, il faut noter avec intérêt les tableaux trouvés en appendice au deuxième chapitre qui nous permettent de comparer les prévisions des besoins financiers du gouvernement et ce qui est effectivement utilisé par les divers exercices financiers de la période étudiée. On notera avec intérêt que de juin à octobre 1971, l'écart entre le montant prévu du déficit et le déficit observé pour 1971-72 s'est accru. Cela est peu rassurant pour ceux qui croient que le ministre des Finances peut assez bien prédire les besoins financiers du gouvernement et cela d'autant mieux qu'il est mieux informé.

Dans la deuxième partie de l'étude, où l'on retrouve les chapitres trois, quatre et cinq, on trouve une bonne description des objectifs et du mécanisme de divers programmes publics axés sur le marché du travail, de même qu'un bon nombre de données intéressantes sur ces programmes, bien présentés dans un même ouvrage. Les programmes décrits sont le programme d'Initiatives locales, le programme Perspective-Jeunesse, le programme de formation de la main-d'œuvre du Canada qui comprend la formation en institution, en industrie, et en cours d'emploi, et finalement, la nouvelle loi sur l'assurance-chômage de 1971.

Dans la troisième partie de l'étude qui va des chapitres six à neuf, on cherche à mesurer l'impact sur l'emploi, l'output et les prix des programmes publics axés sur le marché du travail. Pour ce faire on emploie une série de simulations obtenues en utilisant le modèle TRACE, qui permettent de comparer l'impact d'une hausse des dépenses gouvernementales ou d'une baisse de l'impôt personnel d'un montant égal à ceux dépensés pour chacun des programmes publics axés sur le marché du travail. Il est malheureux que les auteurs ne rassemblent pas en un tableau les principaux

résultats de leurs diverses simulations. Mais cela est vite oublié lorsqu'on constate la pauvre qualité du travail d'édition de l'ouvrage, apparente à divers endroits du texte. A croire que, réalisant l'économie de temps et d'effort que cette étude permet au lecteur intéressé au domaine, on a trouvé ce surplus du consommateur trop élevé et cherché à le faire disparaître !

François VAILLANCOURT,
Université de Montréal